

L'éditorial de Stéphane Sahuc

Après les municipales, remettre le changement à l'ordre du jour

Publié le 23 mars 2026

Depuis dimanche soir, la France se trouve dans un paysage politique inédit. Jamais autant de forces politiques ne se sont retrouvées à gérer des villes d'importance. Des bascules à gauche attendues n'ont pas eu lieu, tandis que certaines villes, que l'on pensait acquises, ont au contraire viré à droite. Rien n'est simple, et c'est précisément pour cela qu'il faudrait prendre le temps de comprendre. Au lieu de quoi on disqualifie. Ici on réduit des candidatures à des handicaps, là on accuse une stratégie de rabougir l'espace commun.

De fil en aiguille, depuis plusieurs mois, les mots prononcés, les jugements définitifs et les anathèmes creusent des fossés de plus en plus profonds, non seulement entre les formations politiques, mais également entre leurs militants. Heureusement, les électeurs de gauche, souvent, déjouent ces logiques de séparation. Les reports de voix, dans de nombreuses communes, témoignent d'une intuition persistante : celle que l'essentiel se joue ailleurs que dans les frontières dressées entre les organisations.

Mais dans la fracturation politique d'aujourd'hui se dessinent déjà les campagnes de demain. Si rien ne change à gauche, la prochaine séquence électorale sera moins marquée par un débat sur les attentes des classes populaires et des salariés – en matière d'emploi, de logement, de santé ou d'éducation – que par un affrontement entre deux gauches annoncées comme irréconciliables. Les principaux bénéficiaires de cette situation sont la droite et l'extrême droite.

Elles n'ont même plus besoin de combattre frontalement : il leur suffit d'attiser les divisions, de caricaturer, de diaboliser – pendant que, de l'autre côté, on s'emploie trop souvent à leur faciliter la tâche en s'appliquant à cliver encore et encore.

Rien n'est pourtant joué. Mais à une condition : sortir de la logique des mises en cause réciproques pour rouvrir un espace de débat. Revenir aux questions qui importent, aux transformations à engager, aux chemins concrets pour y parvenir. Refaire de la politique une matière où s'élabore du commun. Bref, remettre le changement et l'espoir à l'ordre du jour.